



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/8/Rev.1  
20 février 2002

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Trente-sixième réunion  
Montréal, 20-22 mars 2002

**PLAN D'ACTIVITES GENERAL DU FONDS MULTILATERAL  
POUR L'ANNEE 2002**

## **Introduction**

1. Le plan d'activités global du Fonds multilatéral pour 2002 s'appuie sur les plans d'activités des agences d'exécution et des agences bilatérales pour 2002 que l'on peut trouver dans les documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/9-13. Le plan global approfondit l'examen des ententes pluriannuelles basées sur l'efficacité/engagements reconduits et l'incidence des plans d'activités sur la consommation sectorielle. Le document se compose des parties suivantes:

- Partie I: Méthodologie et différences dans les données
- Partie II: Attribution des ressources
- Partie III: Activités incluses dans les plans d'activités finals pour 2002
- Partie IV: Indicateurs d'efficacité
- Partie V: Engagements reconduits et ententes pluriannuelles basées sur l'efficacité
- Partie VI: Incidence potentielle des plans d'activités sur la consommation sectorielle
- Partie VII: Observations et recommandations du Secrétariat du Fonds

## **PARTIE I: MÉTHODOLOGIE**

2. Les plans d'activités finals répondaient aux questions soulevées par le Comité exécutif dans le contexte de son examen des projets de plans d'activités ainsi qu'aux décisions du Comité concernant la planification stratégique et les mises à jour de programmes de pays (décisions 33/54, 35/2-7, 35/57 et 35/58). Il a été conseillé aux agences de contacter les pays présentant un risque de non-conformité, d'intégrer les changements indiqués par les pays pour traiter les ententes d'élimination au niveau national et sectoriel basées sur l'efficacité et la préparation des projets nécessaires pour les appliquer. Il a également été conseillé aux agences, compte tenu que des fonds supplémentaires pourraient être disponibles pour l'attribution des ressources en 2002, de joindre éventuellement un tableau supplémentaire à leurs plans, contenant d'autres activités que chaque agence souhaiterait réaliser au cas où des fonds supplémentaires seraient disponibles pour les activités d'investissement.

3. Les plans d'activités finals adoptent les principes qui ont servi à l'élaboration des projets de plans d'activités pour 2002 à savoir: fournir une assistance aux pays présentant un risque de non-respect de l'échéance et des réductions pour 2005, de maintenir l'élan et d'inclure des projets d'une durée plus longue, y compris des ententes pluriannuelles basées sur l'efficacité nécessaires pour satisfaire aux mesures de contrôle de 2005.

4. Les projets de plans d'activités ont été élaborés d'après les lettres envoyées aux pays visés à l'article 5 pour leur demander de vérifier leurs dernières données de consommation et d'indiquer les activités jugées nécessaires par chaque pays pour respecter l'échéance et les réductions pour 2005. Des lettres ont été demandées pour tous les changements d'activités inclus dans les projets de plans d'activités.

## PARTIE II: ATTRIBUTION DES RESSOURCES

5. Le montant total des ressources attribuées par le Fonds multilatéral, en 2001, s'élevait à 1,26 milliard \$US. En outre, il reste 24 430 505 \$US sur le montant attribué provenant de la part des projets d'investissement dans le plan d'activités pour 2001. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/14 intitulé «Modifications supplémentaires de la répartition des ressources pour 2002» mentionne que des ressources additionnelles pourraient être disponibles en 2002.

6. Les agences d'exécution ont inclus un tableau supplémentaire dans leurs plans d'activités respectifs (tableau 6) qui comprend les projets qui pourraient être ajoutés à leurs plans d'activités au cas où des ressources supplémentaires seraient disponibles.

7. Le Comité exécutif a approuvé l'attribution de 176 millions \$US pour les besoins des plans d'activités finals pour 2002, c'est-à-dire 130 millions \$US pour les projets d'investissement, 22,7 millions \$US pour les projets ne portant pas sur des investissements, 20 millions \$US pour la coopération bilatérale et 3,3 millions \$US pour les fonctions de Secrétariat/Comité exécutif/surveillance et évaluation (décision 35/2 c)).

8. L'attribution pour les projets d'investissement s'élève à 130 millions \$US, c'est-à-dire 2,7 millions \$US de moins que la part des investissements pour 2001. Conformément à la décision 28/23, par. a), les 130 millions \$US ont été répartis selon la part de chaque agence pour les projets d'investissement, comme suit:

<u>Agence d'exécution</u>	<u>Pourcentage de la part</u>	<u>Valeur de la part</u>
PNUD	30 pour cent	39 millions \$US
ONUDI	25 pour cent	32,5 millions \$US
Banque mondiale	45 pour cent	58,5 millions \$US
TOTAL	100 pour cent	130 millions \$US

Tableau 1

## ATTRIBUTION DES RESSOURCES ET PLANS D'ACTIVITÉS FINALS POUR 2002\*

ATTRIBUTION (millions \$US)		RESSOURCES REQUISES POUR LE MONTANT DES PLANS D'ACTIVITÉS FINALS POUR 2002 (\$US)				
POSTES BUDGÉTAIRES	Attribution	PNUE	PNUD	ONUDI	Banque mondiale	TOTAL
<b>Part de l'investissement</b>	130,0		39 000 000	32 500 000	58 500 000	130 000 000
<i>Projets d'investissement</i>			37 918 025	30 643 200	56 990 000	125 551 225
<i>Préparation de projet</i>			1 161 075	2 028 378	1 508 550	4 698 003
<b>Sous-total investissement</b>			39 079 100	32 671 578	58 498 550	130 249 228
<b>Projets ne portant pas sur des investissements</b>	22,7					
<i>Renforcement des institutions</i>		4 656 730	3 811 331	0	1 082 540	9 550 601
<i>Autres projets ne portant pas sur des investissements</i>		9 236 620	3 693 792	700 600	186 450	13 817 462
<b>Sous-total, projets ne portant pas sur des inv.</b>		13 893 350	7 505 123	700 600	1 268 990	23 368 063
<b>Sous-total, projets d'investissement et ne portant pas sur des investissements</b>	152,7	13 893 350	46 584 223	33 372 178	59 767 540	153 617 291
<b>Coopération bilatérale**</b>	20,0					15 937 146
<b>Secrétariat/Comité exécutif /fonction de surveillance et évaluation</b>	3,3					3 300 000
<b>BUDGET TOTAL</b>	176,0					172 854 437

\* Les chiffres comprennent les coûts d'agence mais non la surprogrammation.

\*\* L'Allemagne a fourni des chiffres mis à jour après achèvement du document intitulé «Modifications supplémentaires de la répartition des ressources pour 2002» UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/14.

9. Le Comité exécutif a également, entre autres, autorisé le Secrétariat à ajuster l'attribution de ressources aux projets pour tenir compte de tout déficit résultant des plans d'activités finals des agences bilatérales et de tout changement dans les attributions qui pourrait résulter de la discussion sur la planification stratégique, y compris de fonds supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour les mises à jour de programmes de pays et de l'augmentation de l'attribution au renforcement des institutions (décision 35/2 d)).

10. Comme on le voit dans le tableau 1, les agences d'exécution ont soumis des projets ne portant pas sur des investissements pour un montant de 23 368 063 \$US dans leurs plans d'activités pour 2002. Ce montant est supérieur de 668 063 \$US à celui qui figure dans les projets de plans d'activités et résulte, essentiellement, du financement de mises à jour de programmes de pays et d'une augmentation du financement des projets de renforcement des institutions, conformément à la décision 35/57. Il y a également des demandes de renforcement des institutions supplémentaires, des projets de mise en œuvre de Plan de gestion de frigorigènes,

les deuxièmes tranches des projets de sensibilisation et des projets de formation aux questions de politique en Chine, ainsi que les coûts de traduction du bulletin ActionOzone.

### Coopération bilatérale

11. Dix donateurs bilatéraux ont soumis des plans d'activités comportant des activités pour 2002 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/9). Sur les 20 millions \$US attribués aux activités bilatérales en 2002, il est prévu que 15 937 146 \$US seulement seront soumis pour l'année 2002 comme on le voit dans la répartition des pays dans le tableau 2. En conséquence, selon la décision 35/2 d), 4 062 864 \$US supplémentaires peuvent être ajoutés à l'attribution des ressources.

Tableau 2

#### ATTRIBUTION DES RESSOURCES ET PLANS D'ACTIVITÉS DES AGENCES BILATÉRALES POUR 2002

Pays	Attribution	Ressources requises pour le montant des plans d'activités finals pour 2002 (\$US)
Australie		450 000
Canada		918 450
République tchèque*		20 000
France**		4 100 000
Allemagne		4 127 996
Israël		100 000
Italie		1 950 000
Japon***		4 000 000
Suède****		270 700
<b>Total bilatéral</b>	<b>20 000 000</b>	<b>15 937 146</b>

\* Plans d'activités non soumis mais propositions de projets soumises. La proposition pour le Bélarus (donateur) n'a pas été incluse dans le total.

\*\* La France inclut également 500 000 \$US pour un projet dans le secteur des solvants qui fait partie de l'attribution au secteur des solvants en Chine pour le PNUD.

\*\*\* Le Japon indique qu'il pourrait soumettre d'autres projets, d'un montant non déterminé, pour la coopération bilatérale en 2002.

\*\*\*\* La Suède a inclut également 425 000 \$US pour des activités en Malaisie et en Thaïlande figurant dans les plans nationaux d'élimination des CFC dans ces pays pour la Banque mondiale. La décision 35/3 c) s'applique à ce cas.

### PARTIE III: ACTIVITÉS INCLUSES DANS LES PLANS D'ACTIVITÉS FINALS POUR 2002

12. La partie III concerne la répartition des activités prévues par région et par pays, les projets d'investissement et les listes de réserve, la préparation de projets et les projets ne portant pas sur des investissements.

## **RÉPARTITION DES ACTIVITÉS PRÉVUES PAR RÉGION ET PAR PAYS**

13. Les plans d'activités pour 2002 comprennent le financement d'activités dans 112 pays visés à l'article 5. Au total, 61 pays inclus dans les plans d'activités devraient se voir consacrer des projets d'investissement (y compris la préparation de projets), des projets de récupération et recyclage, des projets sur le bromure de méthyle et/ou des projets ne portant pas sur des investissements. D'autres pays pourraient aussi bénéficier de projets mondiaux et régionaux.

### **Projets ne portant pas sur des investissements**

14. La majeure partie (38 pour cent) des ressources du Fonds pour les activités ne portant pas sur des investissements est destinée au renforcement des institutions (8,53 millions \$US) et au programme Plan d'action de conformité du PNUE qui comprend les fonctions de centre d'échange/diffusion de l'information et de réseau (5,351 millions \$US). Des projets de renforcement des institutions sont en cours ou prévus pour 124 pays visés à l'article 5. La formation est destinée à 17 pays et à une sous-région. Des programmes de pays ont été approuvés pour 124 pays visés à l'article 5.

### **Projets d'investissement**

15. Au total, 61 pays sont concernés par des projets d'investissement en 2002, y compris 26 pays à faible volume de consommation.

#### Projets d'investissement dans les pays à faible volume de consommation de SAO :

16. Les pays à faible volume de consommation devraient recevoir 11,2 millions \$US (coûts d'agence non compris) en 2002 pour des projets d'investissement, de récupération et de recyclage et de démonstration du bromure de méthyle. Les plus grands projets sont : un projet d'une valeur de 2,5 millions \$US pour le bromure de méthyle au Zimbabwe soumis par la France, un projet de 969 057 \$US pour le bromure de méthyle au Costa Rica soumis par le PNUD et un projet de 750 000 \$US pour le bromure de méthyle au Malawi soumis par le PNUD.

## **PROJETS D'INVESTISSEMENT ET PROJETS DE LA LISTE DE RÉSERVE**

17. Cette section concerne la répartition des projets d'investissement par secteur et les projets inclus dans la liste de réserve.

### **Répartition des projets d'investissement prévus par secteur**

18. Les agences bilatérales et d'exécution prévoient de soumettre des projets pour tous les secteurs de la consommation en 2002 à l'exception des agents de stérilisation. La répartition des activités prévues par secteur est présentée au tableau 3 avec les ressources approuvées et l'élimination des SAO approuvée à ce jour.

Tableau 3

**RESSOURCES APPROUVEES (PAR SECTEUR) POUR LES PROJETS  
D'INVESTISSEMENT, DE RECUPERATION ET RECYCLAGE, DE  
DEMONSTRATION DE BROMURE DE METHYLE/INVESTISSEMENT,  
A CE JOUR ET PREVUES POUR 2002\***

Secteur	Ressources approuvées à ce jour		Financement prévu pour 2002		SAO éliminées à ce jour		Élimination des SAO prévues pour 2002	
	Montant (SUS)*	% du total	Montant (SUS) **	% du total	Quantité (tonnes PAO)	% du total	Quantité (tonnes PAO)	% du total
Aérosols	26 858 408	3%	2 696 375	2%	24 902	12%	520	2%
Mousses	298 162 052	30%	29 122 339	21%	53 714	27%	4 897	22%
Fumigènes	38 098 946	4%	16 303 057	12%	1 735	1%	795	4%
Halons	54 526 562	6%	780 000	1%	34 594	17%	3 617	16%
Secteurs multiples	3 819 515	0%	0	0%	670	0%	0	0%
Autres	7 059 360	1%	2 000 000	1%	530	0%	120	1%
Agents de transformation	5 193 378	1%	2 700 000	2%	1 214	1%	250	1%
Élimination nationale	6 079 940	1%	0	0%	115	0%	0	0%
Production	73 607 120	8%	24 900 000	18%	46 370	23%	7 352	33%
Réfrigération	419 800 377	43%	32 872 119	24%	33 080	17%	2 028	9%
Solvants	43 759 115	4%	10 660 000	8%	3 151	2%	949	4%
Agents de stérilisation	807 836	0%	0	0%	41	0%	0	0%
Plusieurs secteurs			14 878 000	11%			1 640	7%
Total	977 772 609	100%	136 911 890	100%	200 117	100%	22 168	100%

\* Ne comprend pas les coûts d'agence.

#### Secteur de la production

19. Le montant total du financement pour le secteur de la production en 2002 représentera 18 pour cent du financement total. La Banque mondiale a inclus ses engagements reconduits pour le programme annuel concernant les halons en Chine et pour les programmes annuels de production de CFC en Chine et en Inde. La Banque prévoit de soumettre un nouveau projet sur la production des CFC pour l'Argentine et le Venezuela après 2002. L'ONUDI prévoit de soumettre un projet sur la production des CFC au Mexique après 2002 mais prévoit le travail préparatoire en 2002. La Banque mondiale prévoit de soumettre des projets sur la production de CTC et de TCA après 2002 pour la Chine mais ne donne aucune valeur pour ces projets. La Banque prévoit aussi un projet sur la production de CTC en Inde après 2002 mais ne donne aucune valeur.

### Projets d'investissement dans les secteurs des aérosols et des halons

20. Dans le secteur des aérosols, les projets devraient recevoir 1 pour cent des ressources totales et les projets concernant les halons 2 pour cent. Le montant du financement pour le secteur des halons est de 780 000 \$US et six projets sont prévus en 2002.

### Projets concernant la fumigation (bromure de méthyle)

21. Les agences ont inclus 29 projets d'investissement pour le bromure de méthyle (nouveaux et tranches de financement de projets approuvés) représentant 16,3 millions \$US. Les projets d'investissement pour le bromure de méthyle sont prévus par les agences bilatérales et d'exécution dans les pays suivants: Allemagne (Kenya, Namibie, Yémen), Banque mondiale (Équateur, Turquie), Canada (Indonésie) France (Algérie, Zimbabwe), Italie (Tunisie), ONUDI (Égypte, Géorgie, Guatemala, Honduras, Iran, Liban, Maroc, République dominicaine, Syrie, Turquie) et PNUD (Argentine, Costa Rica, Ghana, Kenya, Liban, Malawi, Malaisie, Mexique, Sri Lanka, Zimbabwe).

### **Projets de réserve**

22. Les agences d'exécution ont indiqué que sur les 130 millions \$US prévus dans leurs plans d'activités pour les projets d'investissement, des projets d'une valeur d'environ 10,19 millions \$US pourraient poser des problèmes d'ordre politique (7,4 pour cent du total). Les montants suivants sont inclus par les agences dans les listes de réserve: PNUD (5,51 millions \$US) ONUDI (4,35 millions \$US) et Banque mondiale (750 000 \$US).

23. L'Allemagne et la France ont aussi inclus des projets dans la liste de réserve qui pourraient être soumis de manière à faire en sorte que chaque pays utilise pleinement les 20 pour cent de sa contribution à la coopération bilatérale. Dans sa liste de réserve, l'Allemagne a des projets évalués à 7,49 millions \$US et la France a une liste de réserve évaluée à 3 millions \$US.

### **PRÉPARATION DE PROJETS**

24. Les agences d'exécution et bilatérales indiquent que leurs plans d'activités comprennent 4,71 millions \$US en préparation de projets qui seront exécutés en 2002 ou après 2002 (voir tableau 4). En outre, 378 578 \$US sont requis pour la préparation des projets compris dans la liste de réserve.

Tableau 4

**PREPARATION DE PROJETS\***

Agence	Élaboration de programme (\$US)	Réserve (\$US)	Total (\$US)
Allemagne	243 498	146 900	390 398
PNUD	1 081 975	79 100	1 161 075
ONUDI	1 875 800	152 578	2 028 378
Banque mondiale	1 508 550	0	1 508 550
Total général	4 709 823	378 578	5 088 401

\* Y compris les coûts d'agence.

**PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS**

25. L'attribution de ressources à des projets ne portant pas sur des investissements comprend la préparation de programmes de pays, l'assistance technique, le bromure de méthyle (à l'exclusion des projets d'investissement et de démonstration) et la formation qui n'est pas comprise dans les projets d'investissement, en plus du programme d'assistance à la conformité du PNUE qui comprend une fonction de mécanisme d'échange, l'établissement de réseaux et d'autres activités. Des ressources sont attribuées séparément pour le renforcement des institutions. Le tableau 5 présente le montant du financement pour les cinq types d'activités ne portant pas sur des investissements.

Tableau 5

**ACTIVITÉS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS PRÉVUES EN 2002\***

Agence	Programme de pays	Bromure de méthyle	Plan de gestion des frigorigènes	Assistance technique	Formation	Total
Bilatérales			218 599	1 642 681	226 000	2 087 280
PNUD	539 850			3 153 942		3 693 792
PNUE**	357 080			7 435 400	1 444 140	9 236 620
ONUDI	67 800	67 800	113 000	339 000	113 000	700 600
Banque mondiale	50 850			135 600		186 450
Total	1 015 580	67 800	331 599	12 706 623	1 783 140	15 904 742

\* Comprend 13 pour cent de coûts d'agence.

\*\* Comprend les activités du plan d'action de conformité du PNUE.

**Programme de pays/préparation de plans de gestion de frigorigènes**

26. Les demandes de préparation de programmes de pays comprennent aussi la préparation de plans de gestion de frigorigènes (PGF). Des mises à jour de programmes de pays/PGF sont incluses pour 16 pays. Le PNUE a inclus les préparations de programmes de pays/PGF dans son

plan d'activités pour 2002 pour un projet mondial comprenant neuf mises à jour de programmes de pays pour Antigua-et-Barbuda, Fidji, le Honduras, l'Iran, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, la RPD de Corée et les Seychelles. D'autres agences ont inclus des mises à jour de programmes de pays pour les pays suivants: le Bangladesh, la Colombie, l'Inde, le Liban, le Pakistan, la Roumanie et le Nigéria.

27. Le PNUE a inclus, dans son plan d'activités, une disposition pour la préparation de programmes de pays initiaux pour quatre nouvelles futures Parties: le Bhoutan, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe.

28. Des mises à jour de plans de gestion de frigorigènes ont également été incluses pour: l'Argentine, le Tchad, la Croatie, El Salvador, le Gabon, la Jamaïque, le Niger, Sainte-Lucie et la Trinité-et-Tobago. La Suède a aussi inclus un projet régional de mises à jour de plans de gestion de frigorigènes pour l'Asie.

### **Assistance technique**

29. La majeure partie du financement pour l'assistance technique (environ 5,8 millions \$US) est destinée au programme d'assistance à la conformité du PNUE qui comprend un échange d'information permanent et des frais d'établissement de réseaux. Le PNUE indique que 6 millions \$US seront sans doute nécessaires pour 2003 et 6,2 millions \$US pour 2004.

30. Les autres activités d'assistance technique comprennent les activités régionales pour les halons et le bromure de méthyle, l'aide à la conformité, la sensibilisation du public, un atelier sur les besoins de formation, une harmonisation sous-régionale de la surveillance douanière et le financement novateur dans les Caraïbes.

### **Projets sur le bromure de méthyle**

31. Des ateliers de sensibilisation au bromure de méthyle sont prévus pour le Mali et le Panama pour un coût de 67 800 \$US.

### **Formation**

32. Le PNUE, l'ONUDI et l'Allemagne sont les seules agences qui ont inclus des activités de formation dans leurs plans d'activités dans le cadre des projets ne portant pas sur les investissements. Le PNUE prévoit de soumettre des demandes de formation pour un total de 1,44 million \$US en 2002. La plupart de ces activités sont associées à des plans de gestion de frigorigènes. L'ONUDI demande 180 800 \$US et l'Allemagne 226 000 \$US pour la formation en 2002.

## Renforcement des institutions

33. Les agences d'exécution prévoient de demander 9,64 millions \$US pour le renforcement des institutions en 2002 (voir tableau 6). 5,34 millions \$US ont été attribués au renforcement des institutions dans les plans d'activités pour 2001.

Tableau 6

### RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS, À CE JOUR ET PRÉVU POUR 2002\*

Agence	Montants approuvés à ce jour (\$US)	Montants prévus pour 2002 (\$US)
<b>France</b>	38 874	0
<b>Allemagne</b>	0	90 400
<b>PNUD</b>	15 546 685	3 811 331
<b>PNUE</b>	10 821 221	4 656 730
<b>ONUDI</b>	2 660 204	0
<b>Banque mondiale</b>	3 174 483	1 082 540
<b>États-Unis</b>	350 000	0
<b>TOTAL</b>	32 591 467	9 641 001

\* Y compris les coûts d'agence.

34. Les agences d'exécution prévoient de soumettre 81 demandes de renforcement des institutions en 2002. Sur ce montant, 69 demandes concernent le renouvellement de projets de renforcement des institutions. Douze premières demandes de renforcement des institutions devraient être soumises en 2002 pour les pays suivants: Angola, Cambodge, Cap-Vert, Djibouti, Haïti, Liberia, Koweït, Kirghizistan, Rwanda, Sierra Leone, Somalie et Suriname.

35. La décision 35/57 autorise une augmentation de 30 pour cent du financement des projets de renforcement des institutions. Les agences d'exécution ont ajusté les niveaux de financement pour ces activités en fonction de cette décision.

## PARTIE IV: INDICATEURS D'EFFICACITÉ

36. Le tableau 7 présente les objectifs des indicateurs d'efficacité pour les projets d'investissement proposés par les agences pour 2002.

Tableau 7

**INDICATEURS D'EFFICACITÉ POUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT\***

POSTES	PNUD	ONUDI	BANQUE MONDIALE
<b>Indicateurs pondérés</b>			
Quantité réelle de SAO éliminées par les projets achevés (tonnes PAO)	5 000	2 836	8 100
Décaissement (\$US)	38 080 000 \$	22 000 000 \$	46 200 000 \$
Rapports d'achèvement de projet reçus (%)	100%	100%	100%
Pays inclus dans le plan d'activités (nombre)	31	26	14
En attente d'une décision concernant la nature pondérée ou non pondérée de cet indicateur d'efficacité			
Soumission du rapport périodique dans les délais	Oui	Délai fixé par le Comité exécutif	1 <sup>er</sup> mai 2002 ou huit semaines avant le Comité exécutif suivant
<b>Indicateurs non-pondérés</b>			
Nombre de projets d'investissement à achever dans l'année du plan d'activité	88	35	48
Émissions nettes (réductions) de PAO découlant des retards (achèvement anticipé) en tonnes PAO	14 136	14 100	26 000
Valeur des projets approuvés (\$US)	37 918 025 \$	27 360 000 \$ (coût d'appui exclus)	56 990 000 \$
PAO découlant des projets approuvés	4 304	2 917	13 876
Coûts de préparation de projets	2,7%	2,8%	2,54%
Rapport coût-efficacité des projets approuvés (\$US/PAO en kg)	7,8 \$	a) 8,68 \$ MBR excl. b) 9,38 \$ MBR incl.	3,81 \$
Vitesse d'exécution (premier décaissement)	13 mois	10 mois	26 mois
Vitesse de réalisation (achèvement)	33 mois	36 mois	39 mois

\* Moins 15 pour cent de surprogrammation mais incluant les coûts d'agence.

37. Le montant total des SAO à éliminer dans les projets qui devront être achevés en 2002 s'élève à 15 936 tonnes PAO. Le montant total des décaissements escomptés pour 2002 s'élève à 106,28 millions \$US. Ces objectifs sont recommandés au Fonds multilatéral pour 2002.

38. Conformément à la décision 35/14 e), le Comité exécutif a adopté un indicateur non pondéré pour les projets d'investissement pour plusieurs projets d'investissement qui devront être achevés dans l'année du plan d'activités. Toutes les agences ont fourni des objectifs pour le nouvel indicateur.

39. Le tableau 8 présente les objectifs proposés pour les indicateurs d'efficacité des projets ne portant pas sur des investissements pour 2002.

Tableau 8

**INDICATEURS D'EFFICACITÉ POUR LES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS**

POSTES	PNUD	PNUE	ONUDI	BANQUE MONDIALE
<b>Indicateurs pondérés</b>				
Nombre de projets à approuver	12	60% du total des projets approuvés	11	9
Fonds décaissés (\$US)(*)	3 544 975 \$	73% du financement approuvé	867 000 \$	1 450 000 \$
Vitesse d'exécution (1 <sup>er</sup> décaissement)	11 mois	6 mois	10 mois	19 mois
Vitesse de réalisation (achèvement)	34 mois	26 mois	24 mois	35 mois
En attente d'une décision concernant la nature pondérée ou non pondérée de cet indicateur d'efficacité				
Soumission du rapport périodique dans les délais	Oui	Oui	Délai fixé par le Comité exécutif	1 <sup>er</sup> mai 2002 ou huit semaines avant le Comité exécutif suivant
<b>Indicateurs non-pondérés</b>				
Politiques dans les pays résultant d'activités ne portant pas sur des investissements (nombre)	3	10 pays	Un pays au moins	Politiques spécifiques identifiées pour un pays
Réduction de la consommation de SAO résultant de projets portant sur des investissements (tonnes PAO)	120	44,8	69,1	350 tonnes PAO de quatre projets en cours de récupération et recyclage
N/F – Non fourni dans le texte des plans d'activités, comme requis.				

\* Comprend les coûts d'agence.

**PARTIE V: ENGAGEMENTS RECONDUITS ET ENTENTES PLURIANNUELLES BASÉES SUR L'EFFICACITÉ**

40. Les quatre agences d'exécution ont inclus des projets pluriannuels dans leurs plans, y compris des ententes basées sur l'efficacité pour les agences qui exécutent des projets d'investissement. Un projet de financement pluriannuel est un projet dont le Comité exécutif approuve le niveau de financement en principe et dont les fonds sont décaissés sur une base annuelle en fonction de la réalisation des objectifs de réduction de SAO prédéterminés. Dans le cas du PNUE, ces projets pluriannuels comprennent cette fois-ci deux projets avec des tranches annuelles. Ces projets résultent d'engagements reconduits fondés sur des accords et approuvés en principe. Les ententes pluriannuelles basées sur l'efficacité proposées représenteraient, pour le Fonds multilatéral, de nouveaux engagements reconduits.

41. Dans l'annexe I se trouve la liste complète des ententes pluriannuelles basées sur l'efficacité qui ont été approuvées en principe par le Comité exécutif. On y trouve les ententes par pays et secteurs, le nom des agences qui appliquent l'entente et la valeur des tranches annuelles de 1997 à 2010 inclus. Le Comité exécutif a approuvé, en principe, 17 ententes d'une valeur de 509,6 millions \$US et a décaissé, en 2001, 172,64 millions \$US de cette somme, ce qui laisse un solde de 336,96 millions \$US à décaisser par le Fonds. Au total, il est prévu que le Fonds décaissera 67,2 millions \$US en 2002.

42. Les agences bilatérales et d'exécution ont inclus 33 ententes pluriannuelles basées sur l'efficacité avec une première tranche d'une valeur de 36,12 millions \$US qui serait soumise en 2002. En approuvant ces ententes en 2002, le Comité exécutif approuverait en principe des engagements futurs estimés à 190,4 millions \$US, y compris la valeur de la première tranche. Les plans d'activités indiquent aussi que les agences prévoient de soumettre 10 ententes supplémentaires en 2003; la valeur de la moitié des ententes en question est inconnue mais, pour les cinq ententes dont la valeur a été estimée, cela représenterait 59,6 millions \$US en engagements reconduits, selon l'estimation. La Banque mondiale a fourni une valeur totale de 31,23 millions \$US pour quatre de ses 11 projets pluriannuels prévus mais n'a pas précisé de valeur pour 2002 et 2003.

43. L'annexe II contient les nouvelles soumissions prévues pour 2002 et 2003 et, le cas échéant, la valeur de ces soumissions après 2003.

44. Le tableau 9 résume la valeur estimée des ententes pluriannuelles basées sur l'efficacité, actuelles et prévues, pour les tranches annuelles de 2002 et 2003 et les tranches futures après 2003.

Tableau 9

**ENGAGEMENTS RECONDUITS DEPUIS 2001, APPROUVES ET PREVUS POUR  
2002, 2003 ET SOLDE APRES 2003\***  
(en millions \$US)

Agence	ENTENTES EXISTANTES				ENTENTES PREVUES			Total existantes et prévues
	<u>Tranches jusqu'en 2001</u>	<u>Tranches pour 2002</u>	<u>Tranches pour 2003</u>	Tranches futures	<u>Tranches pour 2002</u>	<u>Tranches pour 2003</u>	Tranches futures	
Allemagne					0,86	0	3,96	4,82
PNUD	18,90	9,56	8,93	31,51	25,65	26,05	84,60	205,2
ONUDI	4,49	5,51	5,09	8,48	8,01	19,42	79,92	130,92
Banque mondiale	149,25	52,16	41,59	174,20	1,60	Non fournie	31,23	31,23
Total	172,64	67,23	55,61	214,19	36,12	45,47	199,71	790,97

\* Coûts d'agence réels utilisés pour les ententes existantes. Un coût d'agence de 10 pour cent est présumé pour les activités prévues.

## PARTIE VI: INCIDENCE POTENTIELLE DES PLANS D'ACTIVITÉS SUR LA CONSOMMATION SECTORIELLE

45. Les données sur la consommation sectorielle sont fournies par les pays visés à l'article 5 dans le contexte de leurs rapports annuels au Secrétariat du Fonds sur la mise en œuvre de leurs programmes de pays. Le tableau 10 présente, sur une base sectorielle globale, la consommation restante à éliminer dans chaque secteur après avoir examiné les projets approuvés mais non mis en œuvre et l'élimination dans le cadre des projets inclus dans les plans d'activités pour 2002. Il convient de noter que les données sur la consommation sectorielle sont mises à jour chaque année tout comme la consommation restante approuvée mais non mise en œuvre. En outre, les données sur la consommation sectorielle restante s'appuient sur l'usage tandis que les données de conformité de l'article 7 s'appuient sur la définition de la consommation contenue dans le Protocole.

Tableau 10

### DONNÉES DE CONSOMMATION SECTORIELLE ET INCIDENCE DE L'ÉLIMINATION PAR LES PROJETS DU PLAN D'ACTIVITÉS (PA) POUR 2002

Consommation sectorielle	Aérosols	Mousses	Halons	Réfrigération	Solvants	Autres	Agents de transformation	Bromure de méthyle	Agents de stérilisation	Plusieurs
PAO éliminé	21 848	27 204	31 834	20 935	1 615	404	-	56	21	36
Dernière consommation (année)	5 625	42 674	23 767	57 916	15 276	1 037	20 100	8 434	90	-
Projets approuvés mais non mis en œuvre	3 256	29 056	13 110	14 344	1 551	90	1 214	1 679	20	115
Investissement PA 2002	520	4 897	3 617	2 028	949	120	250	795	0	1640
Solde	1 849	8 721	7 040	41 544	12 776	827	18 636	5 960	70	N/A

## PARTIE VII: OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

### Activités dans les pays où il y a des différences dans les données

46. La décision 35/2 b) stipule que les agences doivent résoudre les questions de différences dans les données avant d'inclure des projets pour les pays concernés dans leurs plans d'activités finals pour 2002. Cette décision était considérée comme un suivi de la décision 34/18 a) du Comité qui demandait au Secrétariat et aux agences d'exécution de ne pas soumettre de propositions de projets présentant des incohérences entre les données du projet et les dernières données de consommation sectorielle déclarées.

47. Conformément à la décision 35/2 b), le Secrétariat a repéré des différences dans les données en comparant les dernières données de consommation sectorielle fournies par les pays

visés à l'article 5 en ce qui concerne la mise en œuvre de leurs programmes de pays. Dans le cas de la Jordanie, les projets inclus au départ dans le plan d'activités final présentaient des différences sectorielles et, selon les deux options contenues dans la décision 35/57, la consommation globale restante de CFC est négative. Les projets concernant la Jordanie ont été retirés du plan d'activités.

48. Plusieurs autres pays mentionnés dans chaque plan d'activités des agences présentaient aussi des différences dans les données concernant les secteurs dans lesquels un financement était requis. Toutefois, tous ces pays ont encore des CFC à éliminer au plan national. Le Comité exécutif pourrait examiner si ces projets doivent demeurer dans le plan d'activités.

### **Modifications de la répartition des ressources pour 2002 et activités supplémentaires potentielles en 2002**

49. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/14 traite de modifications possibles à la répartition des ressources pour 2002. Les agences d'exécution ont inclus un tableau supplémentaire dans leurs plans d'activités indiquant les activités supplémentaires qu'elles pourraient souhaiter entreprendre en 2002. Le Comité exécutif pourrait examiner ces activités supplémentaires et, à la lumière de sa décision concernant les modifications à la répartition des ressources pour 2002, fournir des orientations aux agences d'exécution sur les activités qu'il pourrait souhaiter examiner. Ces activités pourraient être présentées dans le cadre d'un addenda aux plans d'activités des agences pour 2002 soumis à la trente-septième réunion.

### **Plans nationaux d'élimination des SAO, plans d'élimination totale des CFC, plans sectoriels, mises à jour de programmes de pays, mises à jour de plans de gestion de frigorigènes et projets individuels**

50. Les agences d'exécution ont inclus différentes combinaisons de plans nationaux d'élimination des SAO, de plans d'élimination totale des CFC, de plans d'élimination sectoriels, de mises à jour de programmes de pays et de mises à jour de plans de gestion de frigorigènes, ainsi que des projets individuels, parfois pour le même pays.

### Programmes nationaux d'élimination des SAO/CFC avec ententes sectorielles basées sur l'efficacité

51. Le Secrétariat a informé les agences qu'il n'était peut-être pas pratique de préparer et de mettre en œuvre un projet «national» d'élimination des SAO/CFC dans un pays parallèlement à un ou plusieurs projets sectoriels parce qu'il est difficile de déterminer qui assume la responsabilité pour les limites de consommation qui doivent être précisées dans l'entente. Par exemple, il serait impossible d'avoir un accord sectoriel avec une agence et un accord national pour toute la consommation SAO/CFC avec une autre agence.

52. Dans le cas où un pays souhaite qu'une agence mette en œuvre un plan pour un secteur et qu'une autre agence mette en œuvre un plan pour tous les autres secteurs, il faudra que le deuxième plan soit présenté en tant que plan sectoriel global pour tous les secteurs restants et basé sur la consommation sectorielle globale. Toutefois, cette approche globale serait beaucoup

plus difficile à mettre en œuvre, surveiller et vérifier qu'une approche nationale complète, car elle s'appuie sur une information sectorielle qu'il est difficile d'établir et de vérifier et qui n'est pas toujours fiable. Pour tous les pays, à l'exception des plus grands consommateurs, les agences d'exécution ont été priées de négocier des arrangements stipulant qu'une seule agence peut assumer la pleine responsabilité de tous les secteurs d'un pays et fournir des propositions nationales complètes basées sur des réductions de la consommation nationale totale, soit de tous les CFC, soit de toutes les SAO. Le Comité exécutif pourrait envisager d'adopter cette politique pour d'autres accords sectoriels.

#### Les projets individuels dans le plan d'activités ainsi que les plans d'élimination sectoriels/nationaux

53. Dans son examen des plans d'activités des agences bilatérales et d'exécution, le Secrétariat a identifié des projets individuels destinés à des pays où des projets d'élimination par secteur et/ou par substance étaient également inclus pour 2002. La décision 30/21 stipule que dans le cas où des stratégies sectorielles sont en préparation qui ne seront probablement pas soumises avant six mois, les agences pourraient soumettre des projets individuels si le pays concerné précise, par écrit, son intention d'adhérer à une stratégie sectorielle et si les agences d'exécution donnent l'assurance, dans la demande de financement, que le projet pourrait être ajusté, au besoin, et incorporé dans la stratégie sectorielle. Le Secrétariat a fait part aux agences de la décision 30/21 et du chevauchement potentiel mais il reste quelques chevauchements. Ces chevauchements sont décrits dans les observations du Secrétariat sur les plans d'activités individuels des agences mais seront également traités dans le contexte des observations sur les plans de travail pour lesquels le financement de ces activités est requis, et qui seront soumis à la trente-sixième réunion.

#### Différences entre les projets de plans d'activités et les plans d'activités finals et chevauchements potentiels restants entre les agences d'exécution et les agences bilatérales

54. Il y avait d'importants changements entre les projets de plans d'activités et les plans d'activités finals. Outre les changements demandés par le Comité - par exemple financement pour la mise à jour des programmes de pays/plan de gestion de frigorigènes et augmentation du niveau de financement pour le renforcement des institutions - les agences ont inclus certains projets qui n'avaient pas été soumis dans les plans d'activités pour 2001, changé des projets individuels en projets d'élimination par secteur et/ou par substance, retiré des projets qui devaient être approuvés à la trente-cinquième réunion et introduit de nouveaux projets d'élimination par secteur/par substance. Aucun nouveau projet d'investissement n'a été ajouté pour les pays présentant un risque de non-conformité malgré la décision 35/2 qui encourageait les agences d'exécution à continuer de contacter ces pays afin de fournir des propositions d'activités à inclure dans les plans d'activités finals des agences. Des observations sur les différences entre les projets de plans d'activités et les plans d'activités finals sont fournies pour chaque plan d'activités.

### Pondération proposée pour la soumission des rapports périodiques dans les délais

55. Le Comité exécutif, à sa trente-quatrième réunion, a adopté un nouvel indicateur d'efficacité pour la communication ponctuelle des rapports périodiques (décision 34/4 d)). Le Comité n'a pas précisé si l'indicateur doit être appliqué à des projets d'investissement et/ou des projets ne portant pas sur des investissements, ni si l'indicateur doit être pondéré ou non pondéré. Les agences d'exécution ont inclus l'indicateur en tant qu'indicateur non pondéré pour les projets d'investissement mais le PNUE l'a inclus en tant qu'indicateur non pondéré pour les activités ne portant pas sur des investissements. Par souci de cohérence, l'indicateur devrait concerner à la fois les projets d'investissement et les projets ne portant pas sur des investissements. La pondération de l'indicateur assurerait une meilleure incitation à résoudre le problème des retards croissants constatés dans la communication des rapports périodiques et des réponses aux observations. Si le Comité exécutif décide de pondérer cet indicateur, le Secrétariat propose une pondération de 10 points dont 5 points pour la communication ponctuelle du projet d'origine et 5 points pour la soumission des réponses aux commentaires et de tout document révisé dans un délai de cinq jours ouvrables après réception des commentaires. La pondération s'appliquerait à la fois aux projets d'investissement et aux projets ne portant pas sur des investissements.

### Capacité d'exécution

56. À sa trente-quatrième réunion, le Comité exécutif a demandé aux agences qui présentent des propositions de projets d'investissement au Comité exécutif de faire en sorte que les projets soumis concernent les pays énumérés dans leurs plans d'activités et que ces projets soient déposés durant l'année civile du plan (décision 34/11d)). Le solde de la part d'attribution pour les projets d'investissement en 2001 était, à la fin de 2001, de 24,4 millions \$US en projets. Le PNUD et l'ONUDI ont soumis, à la trente-sixième réunion, des projets d'une valeur approximative de 4 millions \$US et 7 millions \$US respectivement, par rapport à leurs plans d'activités pour 2001. La Banque mondiale a soumis, dans son plan d'activités pour 2001, présenté à la trente-sixième réunion, des projets d'une valeur d'environ 12 millions \$US, ce qui est inférieur de 4,9 millions \$US au montant qu'elle aurait pu demander avec surprogrammation. La Banque a aussi soumis des projets qui n'étaient pas dans son plan d'activités pour 2001 ou 2002. En ce qui concerne les projets ne portant pas sur des investissements, le PNUE a indiqué qu'il n'avait pas soumis 2,2 millions \$US de projets de formation inclus dans son plan d'activités pour 2001 pour la mise en œuvre de plans de gestion de frigorigènes en raison de retards dans la préparation des plans en question.

## **RECOMMANDATIONS**

57. Le Secrétariat du Fonds recommande que le Sous-Comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances envisage de recommander au Comité exécutif:

1. de prendre note du Plan d'activité global du Fonds multilatéral contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/8;

2. d'adopter un objectif d'élimination de 15 936 tonnes PAO et un objectif de décaissement de 106,28 millions \$US pour les activités financées par le Fonds multilatéral pour 2002;
3. de maintenir les activités dans les pays qui présentent des différences dans les données sectorielles mais non dans les données concernant les substances, différences qui pourraient persister dans le plan d'activités, à la lumière de la décision 35/57;
4. de demander aux agences d'exécution de soumettre, à la trente-septième réunion, des addenda à leurs plans d'activités finals pour 2002 tenant compte du taux d'attribution des ressources modifié pour 2002;
5. d'adopter une pondération de 10 points pour l'indicateur de performance «soumission des rapports périodiques dans les délais» dont 5 points pour la soumission du rapport dans les délais et 5 points pour la soumission d'une révision et de réponses à des questions dans un délai de cinq jours ouvrables après réception des commentaires.

Annex I

**APPROVED MULTIPLE YEARS PROJECTS  
(Including Agency Fees)**

Country (sector)	Agency	Status	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Bahamas (CFCs Phase-out)	World Bank						0.27		0.23		0.14						0.64
China (Foam)	World Bank						10.83	13.68	11.86	11.86	3.60	2.92	1.93	1.93			58.61
China (Halon)	World Bank		13.64	10.67	11.66	4.95	4.07	6.49	1.32	1.98	12.54	0.44	0.33	0.11			68.2
China (Production CFCs)	World Bank				21.8	14.17	14.17	14.17	14.17	14.17	14.17	14.17	14.17	14.17	14.17		163.5
China (Solvents)	UNDP					7.42	7.65	6.96	6.33	6.11	6.25	5.56	6.03	1.63	1.63	1.63	57.2
China (Tobacco)	UNIDO						2.18	2.18	2.18	1.96	1.85	1.64					11.99
Costa Rica (Methyl bromide)	UNDP	Final					1.35	1.08	1.08	1.08		0.81					5.40
India (Production CFCs)	World Bank				12.96	11.88	11.88	6.48	6.48	6.48	6.48	6.48	6.48	6.48	6.48		88.56
Lebanon (Methyl bromide)	UNDP	Final					0.90	0.67	0.56	0.45	0.34						2.92
Lebanon (Methyl bromide)	UNIDO	Final					0.39	0.48	0.51	0.39	0.28						2.05
Malaysia (CFCs Phase-Out)	World Bank						1.94	3.20	2.17	1.82	1.30	1.09	0.30	0.30	0.30		12.42
Malawi (Methyl bromide)	UNDP	Final					1.12	0.84	1.40								3.36
Morocco (Methyl bromide)	UNIDO						0.45	1.34	1.34	1.34							4.47
Syria (Methyl bromide)	UNIDO						0.34	0.40	0.27	0.21							1.22
Thailand (CFCs Phase-Out)	World Bank						0.57	5.45	4.21	1.38	1.40	0.89	0.58	0.58	0.40		15.46
Turkey (CFCs Phase-Out)	World Bank						3.80	2.67	1.15	0.79	0.78	0.53	0.03	0.03	0.025		9.81
Turkey (Methyl bromide)	UNIDO						1.12	1.12	0.78	0.79							3.81
<b>Total Approved</b>			<b>13.64</b>	<b>10.67</b>	<b>46.42</b>	<b>38.42</b>	<b>63.03</b>	<b>67.21</b>	<b>56.04</b>	<b>50.81</b>	<b>49.13</b>	<b>34.53</b>	<b>29.85</b>	<b>25.23</b>	<b>23.01</b>	<b>1.63</b>	<b>509.62</b>

Annex II

**NEW SUBMISSIONS IN MILLION US DOLLARS**  
**(Assumed 10% Agency fees)**

<b>Country (Sector)</b>	<b>Agency</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>After 2003</b>
Albania (Several)	UNIDO		0.28	
Algeria (Aerosol)	UNIDO	0.48	0.88	
Algeria (Refrigeration)	UNIDO	0.08	0.55	1.10
Algeria (Refrigeration)	UNIDO	0.33	0.55	1.10
Angola (Refrigeration)	Germany	0.09		0.34
Argentina (Foam)	UNDP	0.88	0.88	0.22
Argentina (Fumigation)	UNDP	0.88	1.10	2.20
Argentina (Production CFC)	IBRD			21.55
Bosnia & Herzegovina (Several)	UNIDO		0.44	
Brazil (Process Agent)	IBRD			n.a.
Brazil (Several)	UNDP	6.05	5.50	21.45
Cameroon (Several)	UNIDO		0.22	
China (Aerosol)	UNIDO		n/a	
China (Production CTC)	IBRD			n.a.
China (Production TCA)	IBRD			n.a.
China (Refrigeration)	UNIDO	2.75	4.40	11.00
Cuba (Aerosol)	UNDP	0.73	0.73	0.00
Dominican Republic (Fumigation)	UNIDO	0.77	0.77	2.31
Dominican Republic (Refrigeration)	UNDP	0.28	0.28	
Ecuador (Several)	IBRD			1.21
Egypt (Fumigation)	UNIDO	1.10	1.10	2.97
Egypt (Several)	UNIDO		0.55	
Guatemala (Fumigation)	UNIDO	0.77	0.77	2.31
India (Aerosol)	UNIDO		n/a	
India (Foam)	UNDP	2.20	1.65	5.06
India (Production CTC)	IBRD			n.a.
India (Refrigeration)	IBRD			n.a.
India (Refrigeration)	UNDP	1.10	1.10	3.30

## Annex II

Country (Sector)	Agency	2002	2003	After 2003
India (Refrigeration)	UNDP	1.43	1.32	7.81
Indonesia (Aerosol)	IBRD			1.10
Indonesia (Foam)	IBRD	1.10		n.a.
Indonesia (Process Agent)	UNIDO		n/a	
Indonesia (Refrigeration)	UNDP	1.10	1.76	7.04
Indonesia (Refrigeration)	UNDP	1.42	1.76	9.79
Iran (Aerosol)	UNIDO		n/a	
Iran (Refrigeration)	UNDP	3.85	3.52	3.19
Iran (Refrigeration)	UNIDO	0.08	0.55	2.20
Kenya (Fumigation)	Germany	0.22		0.33
Kenya (Fumigation)	UNDP	0.55	0.55	1.10
Lebanon (Refrigeration)	UNIDO	0.33	0.61	0.61
Lebanon (Several)	UNDP	0.57	0.35	0.28
Mexico (Foam)	UNDP	0.66	0.66	0.85
Mexico (Fumigation)	UNDP	0.22	0.83	0.84
Mexico (Production)	UNIDO		5.50	49.50
Mexico (Refrigeration)	UNIDO	0.06	0.22	3.08
Mexico (Refrigeration)	UNIDO	1.21	0.55	0.55
Mexico (Solvent)	UNIDO		0.33	0.22
Nigeria (Foam)	UNDP	2.09	1.65	8.14
Nigeria (Refrigeration)	UNDP	0.77	1.10	8.03
Nigeria (Solvent)	UNIDO		0.55	1.65
Pakistan (Refrigeration)	UNIDO	0.06	0.22	1.32
Philippines (Several)	IBRD	0.50		n.a.
Romania (Aerosol)	UNIDO		n/a	
Southern and Eastern Africa. (Refrigeration)	Germany	0.28		1.36
Syria (Refrigeration)	UNDP	0.66	1.10	5.29
Syria (Several)	UNIDO		0.17	
Turkey (Solvent)	UNIDO		n/a	
Venezuela (Production CFC)	IBRD			7.37
Venezuela (Several)	UNIDO		0.22	
Yemen (Fumigation)	Germany	0.28		1.93
Zimbabwe (Fumigation)	UNDP	0.22	0.22	0.02
<b>Total</b>		<b>36.11</b>	<b>45.46</b>	<b>199.70</b>

----